

## 2. Les sources du droit

---

Le droit est un ensemble de règles. Mais d'où proviennent ces règles ? Où peut-on les trouver ? Le droit n'est pas seulement \_\_\_1\_\_\_ par la loi écrite, il est aussi formé par un ensemble de textes, de \_\_\_2\_\_\_ et de \_\_\_3\_\_\_ judiciaires.

Il existe quatre \_\_\_4\_\_\_ du droit : La coutume, la \_\_\_5\_\_\_, la loi et la \_\_\_6\_\_\_.

Ces diverses sources n'ont pas toutes la même importance suivant le pays dans lequel on se trouve. Dans la plupart des pays démocratiques, c'est la loi qui est de loin la plus importante.

### 2.1 La coutume

La coutume est une \_\_\_7\_\_\_ prise par un grand nombre de personnes. Elle est souvent appliquée en l'absence d'une règle de droit écrite. Dans le droit des pays européens, la coutume est aujourd'hui considérée comme une source de droit \_\_\_8\_\_\_. Elle a cependant une importance non \_\_\_9\_\_\_ dans la formation des nouvelles règles de droit.

### 2.2 La doctrine

La doctrine est constituée des \_\_\_10\_\_\_ \_\_\_11\_\_\_ publiés par des juristes et des professeurs de droit sur un problème juridique. Exemples : commentaires de droit, \_\_\_12\_\_\_ et \_\_\_13\_\_\_ publiées dans des \_\_\_14\_\_\_ spécialisés.

La doctrine peut exercer une influence sur le processus d'\_\_\_15\_\_\_ d'une nouvelle loi.

### 2.3 La Loi

La loi est un ensemble de règles de droit écrites. Elle est élaborée par le \_\_\_16\_\_\_ et contient des \_\_\_17\_\_\_ \_\_\_18\_\_\_ dans toutes les \_\_\_19\_\_\_ et pour toutes les personnes.

#### Textes législatifs nationaux :

- La \_\_\_20\_\_\_. C'est la loi fondamentale. Elle occupe la première place dans la hiérarchie des règles de droit d'un État ou d'une \_\_\_21\_\_\_ d'États.
- Les \_\_\_22\_\_\_ (Code des obligations, Code civil suisse, Code pénal). Y sont regroupés des textes qui appartiennent au même domaine juridique.
- Les \_\_\_23\_\_\_ ou \_\_\_24\_\_\_. Il s'agit de règles de droit \_\_\_25\_\_\_ et publiées par le pouvoir exécutif.

Exemples :

- Ordonnance fédérale sur le tabac
- Ordonnance fédérale sur les substances dangereuses pour l'environnement
- Arrête d'exécution de l'ordonnance fédérale sur la protection contre les nuisances sonores et les rayons laser lors de manifestations

- Les \_\_\_26\_\_\_. On y trouve des dispositions concernant l'\_\_\_27\_\_\_ d'un texte législatif.

Exemples :

- Règlement d'exécution de la loi d'application de la loi fédérale sur l'assurance maladie (LAMal) du 15 décembre 1997

#### Textes législatifs internationaux :

- Les \_\_\_\_28\_\_\_\_ internationaux. Ce sont des accords \_\_\_\_29\_\_\_\_ ou \_\_\_\_30\_\_\_\_ \_\_\_\_31\_\_\_\_ entre États.

Exemples :

- Le traité de Versailles de 1919 qui met fin à la Première Guerre mondiale
- Les traités de Rome de 1957 qui \_\_\_\_32\_\_\_\_ la Communauté européenne
- Le traité de Maastricht de 1992
- Les traités bilatéraux entre la Suisse et l'Union européenne \_\_\_\_33\_\_\_\_ en 2002

## 2.4 La jurisprudence

Selon le dictionnaire Petit Robert, la jurisprudence se définit comme suit :

« Ensemble des \_\_\_\_34\_\_\_\_ des juridictions sur une \_\_\_\_35\_\_\_\_ ou dans un pays, en tant qu'elles constituent une source de droit ; ensemble des principes juridiques qui \_\_\_\_36\_\_\_\_ (droit coutumier). »

« Ensemble des décisions d'un \_\_\_\_37\_\_\_\_ ; manière dont un tribunal juge habituellement une question. »

En appliquant la loi, le juge l'interprète à sa manière, son interprétation s'ajoute à toutes celles qui ont déjà été faites. Si elle est nouvelles et de grande importance, elle constitue un précédent judiciaire, c'est-à-dire que son \_\_\_\_38\_\_\_\_ \_\_\_\_39\_\_\_\_, il fait jurisprudence, il faut qu'on en \_\_\_\_40\_\_\_\_ à \_\_\_\_41\_\_\_\_ quand il s'agit de juger dans une situation analogue.

## 2.5 La genèse d'une loi

La \_\_\_\_42\_\_\_\_ d'une loi est une affaire complexe qui demande beaucoup de temps. La \_\_\_\_43\_\_\_\_ dure au minimum douze mois, mais il peut arriver qu'elle se prolonge au-delà d'une dizaine d'années, dans des cas extrêmes. Voici les étapes de l'élaboration de la loi fédérale sur l'application du \_\_\_\_44\_\_\_\_ au \_\_\_\_45\_\_\_\_ non humain (loi sur le génie génétique).

1996 La commission de la science, de l'éducation et de la culture (CSEC) dépose, le 15 août 1996, la motion Gen-Lex \_\_\_\_46\_\_\_\_ le Conseil fédéral de \_\_\_\_47\_\_\_\_ **les lacune** \_\_\_\_48\_\_\_\_ dans la \_\_\_\_49\_\_\_\_.

1997 En collaboration avec les autres \_\_\_\_50\_\_\_\_ \_\_\_\_51\_\_\_\_, l'Office vétérinaire fédéral élabore un avant-projet que le Conseil fédéral \_\_\_\_52\_\_\_\_ en décembre 1997.

1998 L'avant-projet part en consultation auprès des cantons, des \_\_\_\_53\_\_\_\_ et des \_\_\_\_54\_\_\_\_ concernées ainsi que d'autres groupements intéressés, qui sont tous invités à \_\_\_\_55\_\_\_\_ et à \_\_\_\_56\_\_\_\_ des \_\_\_\_57\_\_\_\_.

180 \_\_\_\_58\_\_\_\_ sont déposés, dont le dernier parvient à Berne le 4 juin 1998.

En octobre 1998, le \_\_\_\_59\_\_\_\_ publie les résultats de la consultation. Parallèlement, le dossier Gen-Lex est \_\_\_\_60\_\_\_\_ à l'Office fédéral de l'\_\_\_\_61\_\_\_\_, des forêts et du paysage, qui \_\_\_\_62\_\_\_\_ et élabore le \_\_\_\_63\_\_\_\_ relatif à la modification de la LPE (=loi sur la protection de l'environnement).

2000 Le Conseil fédéral contrôle le texte et l'adresse au Parlement sous la forme d'un message le 1<sup>er</sup> mars 2000.

Entre avril 2000 et août 2001, la CSEC du Conseil des États \_\_\_\_64\_\_\_\_ les modifications de la LPE. Elle décide de réglementer la \_\_\_\_65\_\_\_\_ de l'être humain et de l'environnement contre les risques liés au génie génétique dans une nouvelle loi \_\_\_\_66\_\_\_\_ sur le génie génétique

dans le domaine du non humain.

- 2001 Durant les sessions d'été et d'automne 2001, le Conseil des États décide d' \_\_\_67\_\_\_ le \_\_\_68\_\_\_ de la nouvelle loi à la protection de la diversité biologique [Artenvielfalt]. Il accorde aux organisations de protection de l'environnement du droit de \_\_\_69\_\_\_ contre la mise en circulation [in Umlauf bringen] d'organismes génétiquement modifiés (OGM), mais \_\_\_70\_\_\_ l'idée d'un \_\_\_71\_\_\_ sur leur utilisation. Il \_\_\_72\_\_\_ la loi par 32 voix sans opposition lors du \_\_\_73\_\_\_ sur l'ensemble du texte. La CSEC du Conseil national examine le projet entre novembre 2001 et juillet 2002. Le moratoire notamment est l'objet de \_\_\_74\_\_\_.
- 2002 Durant la session d'automne 2002, le Conseil national décide d'entrer en matière sur le dossier OGM. \_\_\_75\_\_\_ Conseil des États, il arrête des règles plus strictes en matière de dissémination [Ausbreitung, Aussaat] à des fins de recherche. A la différence du Conseil des États, il \_\_\_76\_\_\_ le droit de recours des organisations. Lors du vote sur l'ensemble, la loi est adoptée par 67 voix contre 48 et 48 \_\_\_77\_\_\_. Pendant la session d'hiver 2002, le Conseil des États reprend \_\_\_78\_\_\_ les dispositions renforcées adoptées par le Conseil national. Il \_\_\_79\_\_\_ sa décision de \_\_\_80\_\_\_ un droit de recours aux organisations de protection de l'environnement et modifie entre autres l'article définissant le \_\_\_81\_\_\_ de la loi.
- 2003 En mars 2003, lors de la procédure d' \_\_\_82\_\_\_ des \_\_\_83\_\_\_ au Conseil national, ce dernier suit sa commission sur de nombreux points et réduit le nombre des divergences – notamment s'agissant du droit de recours des organisations et de l'article concernant le but de la loi. Durant la même session encore, le Conseil des États élimine les dernières divergences. La \_\_\_84\_\_\_ d'une conférence de \_\_\_85\_\_\_ composée de membres des commissions compétents des deux \_\_\_86\_\_\_ \_\_\_87\_\_\_ inutile puisque, après les \_\_\_88\_\_\_, les conseils sont parvenus à se mettre d'accord sur le nouveau texte de loi. Le 21 mars 2004, le Conseil national adopte la loi sur le génie génétique en vote final par 159 voix contre 4 et 19 abstentions ; le Conseil des États l'adopte \_\_\_89\_\_\_ par 41 voix. La nouvelle loi \_\_\_90\_\_\_ au référendum pendant une période de 100 jours. Le 10 juillet 2003, à \_\_\_91\_\_\_ du \_\_\_92\_\_\_ référendaire, personne n'a \_\_\_93\_\_\_ cette possibilité. Comme il s'agit en l' \_\_\_94\_\_\_ de la modification d'une loi et non de la Constitution, il n'est pas nécessaire d'organiser un \_\_\_95\_\_\_.
- 2004 Le Conseil fédéral fixe l'entrée en vigueur de la loi sur le génie génétique au 1<sup>er</sup> janvier 2004.

## Les solutions

1. constitué	bilden, bestehen aus
2. coutumes	Gewohnheit, Gewohnheitsrecht
3. précédents	Präzedenzfall
4. sources	Quelle, Rechtsquelle
5. doctrine	Lehre
6. jurisprudence	Rechtssprechung
7. habitude	Gewohnheit
8. secondaire	nebensächlich, zweitrangig, sekundär
9. négligeable	vernachlässigbar
10. écrits	Schriften, Schriftstück
11. théoretiques	theoretisch
12. thèses de doctorat	Doktorarbeit, Dissertation
13. recherches	Forschungen, Nachforschungen
14. périodiques	periodisch
15. élaboration	Ausarbeitung
16. législateur	Gesetzgeber
17. dispositions	Verfügung
18. valables	gültig
19. circonstances	Umstand
20. Constitution	Verfassung
21. communauté	die Gemeinschaft
22. codes	Gesetzessammlung
23. ordonnances	Verordnung
24. arrêtés	Verordnung, Erlass
25. élaborées	ausarbeiten
26. règlements	Reglemente
27. application	Anwendung
28. traités	Verträge, Staatsvertrag
29. bilatéraux	gegenseitig
30. multilatéraux	mehrseitig
31. conclus	abschliessen
32. instituent	einführen, einrichten
33. entrés en vigueur	in Kraft treten
34. décisions	Entscheidung
35. matière	Gegenstand, Thema
36. s'en dégageant	ausgehen von etwas
37. tribunal	Gericht
38. arrêt	Entscheid, Gerichtsurteil
39. fait autorité	massgebend sein
40. tiennent compte	berücksichtigen
41. l'avenir	Zukunft
42. genèse	Entstehung = la création
43. procédure	Verfahren
44. génie génétique	Gentechnologie
45. domaine	Gebiet, Wissensgebiet
46. chargeant	jdn. Beauftragen
47. combler	auffüllen, schliessen (Lücke)
48. en la matière	diesbezüglich, betreffend
49. législation	Gesetzgebung

50. offices	Amt Bundesamt
51. concernés	betroffen von
52. approuve	zustimmen, gutheissen
53. partis	politische Parteien
54. associations	Vereinigung, Verein
55. prendre position	Stellung nehmen zu
56. proposer	vorschlagen
57. modifications	Änderung
58. avis	Meinung , Stellungsnahme
59. Conseil fédéral	Bundesrat
60. transféré	transferieren, überführen
61. environnement	Umwelt
62. prend le relais	ablösen, Nachfolge antreten
63. message	Botschaft
64. examine	prüfen
65. protection	Schutz
66. distincte	verschieden, separat
67. étendre	ausdehnen, ausweiten
68. champ d'application	Anwendungsbereich
69. recours	Rekurs
70. rejette	ablehnen, zurückweisen
71. moratoire	Moratorium, Aufschub
72. adopte	annehmen, zustimmen
73. vote	Abstimmung
74. controverses	Kontroverse, Streit
75. Par rapport au	im Vergleich zu = au comparaison de
76. biffe	streichen
77. abstentions	Enthaltung
78. en substance	im Wesentlichen
79. maintient	aufrechterhalten
80. conférer	verleihen, zugestehen
81. but	Ziel
82. élimination	Beseitigung
83. divergences	Meinungsverschiedenheit
84. convocation	Einberufung
85. conciliation	Vergleich, Schlichtung
86. Chambres	Parlamentskammern
87. s'avère	sich erweisen als
88. délibérations	Beratung, Debatte
89. à l'unanimité	einstimmig
90. est sujette	unterliegen
91. l'expiration	Ablauf, Ende einer Frist
92. délai	Frist
93. fait usage de	Gebrauch machen von etwas
94. occurrence	im vorliegenden Fall
95. scrutin populaire	Volksabstimmung